



Gérald Godin, député de Mercier a assuré à une réunion de citoyens que les Ateliers Populaires continueraient leurs activités, malgré des problèmes financiers.

GRC:

Keable dément la fuite

par Daniel Boyer

Le Commissaire Jacques Keable a déclaré hier que le solliciteur général du Canada, Francis Fox, avait porté sur la Commission Keable "un jugement totalement fallacieux."

Keable a tenu ces propos dans une lettre ouverte à Fox expédiée hier dans la soirée. La lettre a été envoyée en réponse à la "condamnation" publiée dans le *Montreal Star*, faite par Fox au sujet d'une "fuite" d'un témoignage que la Commission Keable aurait organisée en faveur du *Toronto Star*.

Le 18 novembre, le *Toronto Star* publiait un article attribuant à la GRC la planification d'un détournement d'avion et, faisant part du contenu d'un témoignage à venir devant la Commission ce même article, d'après Keable, attribuait à tort certains propos à "des chercheurs" de la Commission Keable.

Un démenti a été émis par la Commission Keable et a été diffusé par la Presse Canadienne. Le démenti fut publié par tous les médias et a fait l'objet d'une correction dans le *Toronto Star*.

Keable a remarqué que l'article du 18 novembre, qualifié de "complètement faux" par Fox n'a pas empêché le ministre responsable de la GRC à "condamner" la Commission Keable pour avoir provoqué la "fuite" d'un témoignage à huis clos qu'elle n'avait même pas entendu.

Keable trouve qu'il est "absolument évident" que l'article du *Toronto Star* faisait référence à la déclaration d'un témoin que

allait être entendu à huis clos qui aurait "jugé bon faire aux journalistes" et non pas à une indiscretion de la Commission.

Après avoir fait ces sévères mises au point, Keable a ajouté qu'il peut fort bien arriver que le contenu d'un témoignage soit rendu public avant la comparution d'un témoin. Keable a rappelé que "personne ne s'est offusqué" des expériences récentes où des nouvelles en provenance d'Ottawa se chargeaient de rendre public le contenu de témoignages d'agents de la GRC la veille de leur comparution devant la Commission Keable. Après de tels événements, la Commission Keable n'a jamais jugé bon de con-

damner qui que ce soit.

Keable trouve que même si une fuite aurait eu lieu à la Commission, le ministre responsable de la GRC n'est pas la "personne la mieux placée pour prononcer des condamnations."

Fac de droit:

Occupation des locaux

par Andrew Porter

Hier, les étudiants de la Faculté de droit de l'Université de Montréal ont occupé les bureaux de l'administration dans le but d'obtenir plus de participation étudiante aux structures de cette faculté.

Dans une lettre envoyée au

doyen de la faculté de droit, les étudiants réclament une participation accrue aux structures administratives sinon ils bloqueront complètement les activités de l'administration afin d'obtenir leurs revendications.

Les étudiants demandent l'implantation de comités par-

itaires composés d'un nombre égal de professeurs, étudiants et administrateurs au conseil de facultés, le comité des admissions, et le comité pédagogique de la faculté de droit.

Selon le trésorier de l'exécutif de l'Association des étudiants en droit Claude Jolicoeur, l'association recherche les mêmes droits que les étudiants de Sherbrooke, Ottawa, UQAM et Laval en voulant des comités paritaires. Jolicoeur explique que la plupart des universités ont une représentation de cinq professeurs, cinq étudiants, et cinq administrateurs à tous les conseils et comités des facultés. A l'Université de Montréal, par exemple, le comité des admissions n'a que trois professeurs, un étudiant et cinq administrateurs et au conseil de la faculté de droit, il y a cinq professeurs, cinq administrateurs et une représentation étudiante mais sans droit de vote.

Avec l'appui des professeurs de droit les étudiants se disent prêts à continuer les lignes de piquetage et l'occupation des bureaux de l'administration jusqu'à ce qu'ils obtiennent des comités paritaires.

McGillDaily

Edition française hebdomadaire

Mardi, le 22 novembre 1977

Volume 67 No. 51

3 Cents

Ateliers populaires:

Refus de subventions, avenir incertain

par Marc Boucher

Les Ateliers populaires semblent être victimes de leur succès selon le député de Mercier, Gérald Godin, invité samedi à venir écouter les doléances d'un groupe de citoyens de son comté. Gérald Godin a écouté tous les intervenants et les a rassurés que les Ateliers Populaires continueraient malgré des problèmes budgétaires.

Devant un déficit budgétaire anticipé mettant en péril toutes les activités de la seconde session, les membres des Ateliers Populaires ont lancé un appel à différentes personnalités pour intervenir en leur faveur. Lors d'une soirée de sensibilisation samedi dernier,

le député de Mercier, Gérald Godin, et le directeur de district de la CECM étaient présents mais ce dernier a refusé d'intervenir au sujet de décisions prises par d'autres que lui.

Cette soirée faisait suite à plusieurs demandes de subventions supplémentaires qui avaient été adressées dès le début de l'automne aux organismes suivants: la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), le ministère des affaires culturelles, le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports et le Ministère de l'éducation. Pour diverses raisons, ces organismes ont refusé de collaborer, même en partie, à la subvention supplémentaire de \$25,000 réclamée par les Ateliers populaires de Mercier afin de poursuivre leurs activités.

Comme le reconnaît lui-même le député de Mercier, la raison du déficit est assez ironique. C'est à cause de sa trop grande popularité que cet organisme populaire est à court d'argent. En deux ans, l'augmentation des participants a été de 330%. Et en septembre

dernier, l'augmentation fut telle que les responsables n'eurent plus le choix que de deux solutions: "couper" les inscriptions d'une façon plus ou moins arbitraire ou empiéter sur le budget prévu pour la deuxième session et demander des subventions supplémentaires.

En répondant à un questionnaire, plus de 700 personnes se sont massivement déclarées en faveur de la deuxième solution. La CECM, devant ce fait accompli, a reproché laconiquement aux Ateliers Populaires de Mercier de ne pas vivre

suite à la page 6

Réunion

Il y aura une réunion aujourd'hui à 5 heures au local du Daily. Les sujets discutés seront le journal de fin de session, Canadian University Press et le congrès de la Presse Etudiante Nationale en fin de semaine. Les personnes intéressées à travailler avec la PEN sont particulièrement bienvenues.

Manif ce midi a l'UQAM

par Pierre Latour

Les étudiants de l'Université du Québec à Montréal manifesteront aujourd'hui devant le pavillon Rivier, rue Bleury. Leur but est de protester contre la hausse des prix dans les cafétérias de l'université et de faire pression sur l'administration pour qu'elle accepte les demandes des étudiants. La manifestation prendra la forme d'un pique-nique, les étudiants emportant leur dîner.

Mardi dernier, les étudiants de l'UQAM tenaient une assemblée générale au théâtre du Gesù où ils ont fait le point sur leur lutte contre la hausse des prix dans les cafétérias.

On se souviendra qu'il y a près d'un mois, l'Association générale des étudiants de l'UQAM (AGEUGAM) demandait

à tous ses membres de boycotter les cafétérias. De plus, l'AGEUGAM avait ouvert un comptoir parallèle où elle offrait aux étudiants un service de nourriture sommaire, tels que sandwiches, beignes et café, à prix modique.

Lors de l'assemblée de mardi, les étudiants ont réitéré leur volonté de boycotter les cafétérias tout en supprimant le comptoir parallèle, afin d'impliquer davantage les étudiants dans un conflit qui les touche directement.

Il a été proposé aussi de laisser carte blanche au comité de boycottage en vue de poser des mesures visant à maintenir un service alimentaire aux étudiants. Par exemple, les gens affectés aux cafétérias pourraient se voir remplacés par des

étudiants.

Un autre point était aussi à l'ordre du jour lors de l'assemblée générale de mardi passé, celui de la conservation de la Commission des études. Cette Commission, organisme de consultation composée d'étudiants et de professeurs, s'est vue discréditée par l'administration. On se rappellera à ce sujet la grève des professeurs qu'elle a occasionné l'an passé.

Cette question n'ayant pu être débattue lors de la dernière assemblée, dû au manque de temps, le sera vraisemblablement au cours de la prochaine assemblée générale qu'ont convoqués les étudiants pour jeudi prochain. On aura sûrement l'occasion d'y voir les proportions qu'auront pris le conflit.

aujourd'hui

Fencing Club:

Important practice tonight at 7. Decision on composition of the intercollegiate teams for the

women's OWIAA meet this week end and the Laval University meet on December 3-4 will be made tonight.

For the best home-made sandwiches, try

PLAZA DELI

Bagel and Cream cheese

\$1.25

All kinds of cheeses

Party trays

3460

Peel

Open daily 8 am-10 pm Cold beer

843-

3053

Beate Klarsfeld

"An unusual non-Jewess dedicated to seeking out and sweeping out the residue of Nazism wherever it may be..." Golda Meir

Topic: Wherever they may be: one woman's moral crusade against Nazism.

Date: Thurs. Nov. 24th

Time: 8:00 pm

Place: McGill University

Leacock Room 26

No charge



- To focus attention on the Nazi past of many high German officials, Klarsfeld delivered the "slap heard around the world" to the face of Kurt Kiesinger, chancellor of Germany in 1968. For this she was sentenced to 1 year in prison.
- Went to Warsaw in 1970, distributing leaflets protesting anti-semitic actions of the Polish government — jailed and expelled.
- Went to Bolivia, Peru, Argentina, in search of Klaus Barbie — "Butcher of Lyon" — Chief of Gestapo in Lyon. Barbie was exposed and flushed out of hiding.



HILLEL

SPORTS INTRA-MUROS

MASCULIN

SPORT	INSCRIPTIONS	REUNION DES CAPITAINES	DEBUT
Basketball II [Fac.]	du 28 nov. au 5 déc.	5 déc.	16 jan.
Hockey de Salon II [Comb.]	du 28 nov. au 8 déc.	8 déc.	18 jan.
Volleyball II [Fac.]	du 28 nov. au 6 déc.	6 déc.	17 jan.
Soccer Int. [Comb.]	du 28 nov. au 7 déc.	7 déc.	21 jan.

N.B.

- Les responsables d'équipes doivent se présenter à la réunion des capitaines tenue à 17h10 la journée de fermeture des inscriptions, au salon des étudiants du complexe sportif Sir Arthur Currie.
- Une équipe qui n'est pas représentée à cette réunion sera éliminée du calendrier.
- Le Basketball et le Volleyball sont offerts aux équipes Intra-Faculté seulement.
- Le Hockey de Salon et le Soccer Intérieur sont offerts comme activités combinées, soit aux équipes Intra-Faculté et aux équipes Inter-Faculté.
- Le nombre d'équipes acceptées est limité, donc veuillez inscrire vos équipes le plus tôt possible.

FEMININ

BALLON BALAI

Inscriptions: Du 21 au 30 NOV. — au G35 du complexe sportif Sir Arthur Currie.

Tous les matchs seront disputés à l'aréna McConnell les dimanches après-midi à partir de Janvier 78.

L'équipement est fourni. Ne tardez pas à inscrire vos équipes.

English Literature Association:

All Assembly members: assembly today at 2 in the Leacock Council Room (eighth floor). Agenda and minutes of last assembly available in the ELA office (Arts B-20).

McGill Debating Union:

We're number one! Yes, fellow babblers I have it directly from the moose's mouth that McGill won the CUSID tournament over the weekend. All the gory details will be given tonight at 7 at the regular meeting, Union B17.

P.S. There will be a meeting of all people interested in working on the Winter Carnival Tournament (In February) at 6:30 (i.e., before the regular meeting). We are particularly concerned with getting judges, entertainment and general bureaucracy. All these commitments must be under way by Christmas!

Canada Council Doctoral Fellowships:

\$6,000 to \$7,000 for graduate studies in the humanities and social sciences. Deadline for receipt of applications in Ottawa is December 1, 1977. Application forms are available in your department or from the Graduate Faculty Fellowships Office, Room 311 Dawson Hall. Faculty of Music free concerts: Pollack Concert Hall, 8:30 pm. Concert for St. Cecilia Day. McGill Baroque Chamber Orchestra. Direction: Mary Cyr. Works by Buxtehude, Bach, Handel.

Pre-Meds:

Dr. A. Bronfman will discuss the biochemistry of $C_5H_9OH(CO_2H)_3 \cdot H_2O$ in liver tissue. 10 am Leacock 132.

McGill Young Alumni:

"An Educational Psychologist Looks at Dance". 8 pm, Leacock 820. A lecture demonstration on the values of improvisational dance movement and the psychological effects of performance. Dr. George Mager, educational psychologist-cum-choreographer, maintains that exercise is pleasurable and necessary. This is basic to his teaching of adolescent psychology and emotional disturbance. Come and participate in Dr. Mager's "liberating experience". Info: 392-4816. All welcome, no charge.

Communauté McGill:

Dépêchez-vous! Bientôt CMcG fermera ses portes pour l'année et si vous voulez partager une expérience inoubliable dans le domaine du bénévolat, venez nous voir tout de suite au local 408 du Centre Universitaire. Nous y sommes: lun et mer 13h à 15h, mar et jeu 13h30 à 15h30 et ven 11h à 13h.

Graduation photos being taken now until Wednesday November 30.

Better now than sorry!



Van Dyck

& MEYERS STUDIOS
1121 ST. CATHERINE ST. WEST — MONTREAL
HOLLAND BUILDING WEST OF PEEI ST.
Serving McGill Students since 1932.

849-7327

No Appointment Necessary

OPEN DAILY FROM 9 a.m. to 5:30 p.m.
Thursday until 8:30 p.m.
Closed on Sunday

UNIGESCO INC.

Opportunité de carrière dans l'industrie de l'assurance avec le groupe Unique, Unigesco, Halle, Couture et Ass.

QUI SOMMES-NOUS?

Une entreprise québécoise jeune et dynamique fondée et dirigée par plus de 60 gradués universitaires.

LA CARRIERE

Assureur-vie agréé, courtier en assurances, conseiller dans le domaine de la planification financière et successorale.

COMMENT NOUS RENCONTRER?

Communiquer aujourd'hui avec Mme Eleanore McNaughton au Centre de la Main-d'oeuvre à 283-4423. Nous serons sur le campus jeudi, le 24 novembre à 9hres A.M.

Let the good times roll
Let 'em move your soul
JOIN US FOR
"The Moving Spirits"

featuring



The Fire and Grace of
MICH'EL TINMAN
Hassidic Dancer
par excellence

SUNDAY, NOV. 27, 1977 - 8:30 P.M.
CONCORDIA UNIVERSITY
ROOM H-110
1455 DE MAISONNEUVE WEST

SPONSORED BY CHABAD LUBAVITCH YOUTH 3429 PEEI ST.

STUDENTS \$2.00

ADULTS \$3.50

TICKETS AVAILABLE AT:
CHABAD HOUSE 3429 Peel Street
RODAL'S BOOK STORE
4689 Van Horne Avenue
INFORMATION BOOTH Sir George Williams U.

KOSHER SELF SERVICE
7015 Cote St. Luc., 4136
Souvenir, Chomedey
TICKET OFFICE McGill Union

For information call

842-6616

Christmas is still far away but not the

special xmas issue of the McGill Daily

Deadline for advertising: December 2nd

[also the last regular issue of the first term]

Reserve in advance to avoid disappointment!

Auf der Maur:

Au-dessus de la politique

Montréal-CUP — Nick Auf der Maur, conseiller municipal à Montréal, a accusé son ancien parti, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), d'être dominé en majorité par des théoriciens dogmatiques.

"Il ne s'agit pas d'une coalition large de réformistes comme à ses débuts. Cette perception du public du RCM est assez fautive," dit Auf der Maur à des étudiants de l'Université Concordia.

Auf der Maur a critiqué les médias dans leur approche de la politique municipale. Les médias montréalais, contrairement à ceux d'autres villes canadiennes, ne se sentent pas obligés de rapporter les événements au Conseil municipal. Les sujets importants sont dissimulés et ils exagèrent la bataille Drapeau-RCM. Selon lui, le RCM était "les enfants chéris des médias et on ne pouvait rien faire de mal... mais on faisait des choses stupides."

Le RCM est surtout composé d'étudiants et de professeurs de sociologie et de compte peu de membres des professions libérales, de propriétaires et de marchands comme le Parti Civique. Cette absence de pluralisme est mauvaise pour le parti.

Selon Auf der Maur, le citoyen montréalais est aliéné de la politique municipale à cause du système de partis politiques. Une personne intéressée à la politique municipale est prisonnière d'un parti qui lui dicte ses politiques. "Si vous avez une attitude libérale face à la société, vous ne pouvez pas devenir membre du RCM parce que leur conception de la société est non-libérale. Il s'agit essentiellement d'un parti à tendance marxiste. Vous ne pouvez pas adhérer au Parti Civique parce qu'il prône une démocratie disciplinée."

Le système actuel est si mauvais que sur 1.1 million de montréalais, seulement 1,800

personnes sont intéressées à la politique dans le cadre des deux partis: 1,750 membres du RCM et 50 membres du Parti Civique et moins de 40% des électeurs vont voter.

Au Québec, il y a des partis politiques municipaux à Montréal et récemment à Québec. Dans les autres villes canadiennes, les candidats avec des vues semblables se regroupent pour une élection mais ne créent pas de parti politique. A Montréal, la conséquence est que le citoyen doit voter pour un parti en non pas pour un individu. Si les électeurs choisissent entre deux partis et que l'un d'eux est balayé, il n'y a pas d'opposition au Conseil municipal et "la démocratie s'appauvrit."

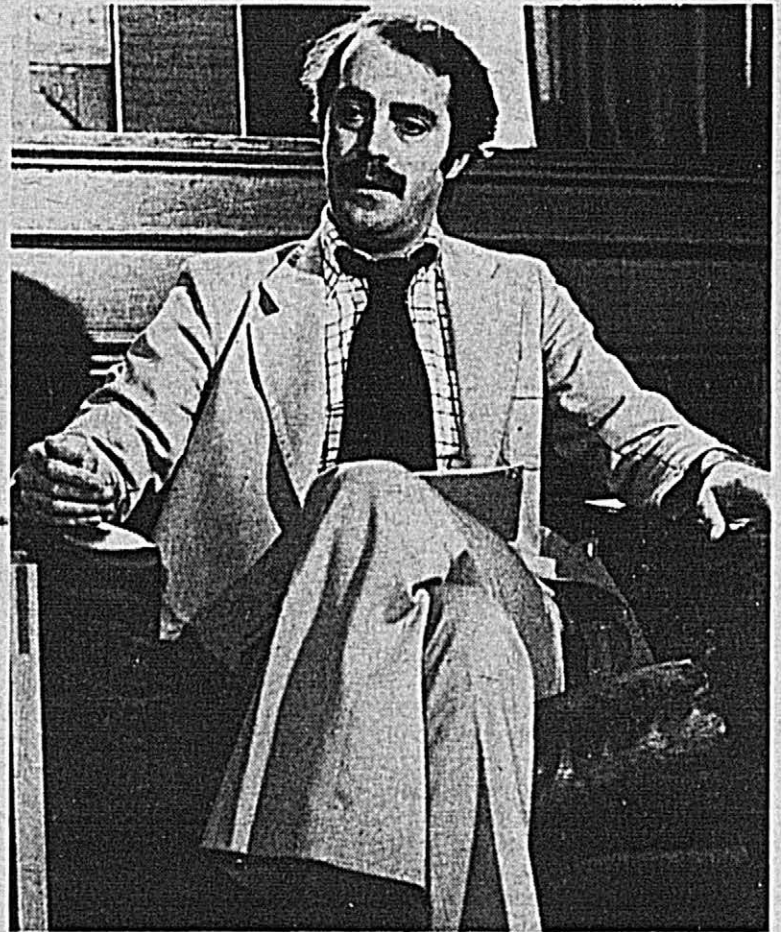
Il n'approuve pas les réunions du Conseil où les deux partis décident d'avance en caucus comment ils voteront sur un sujet. "Les réunions du Conseil deviennent ennuyantes car, peu importe le sujet discuté, le vote ne sera pas

affecté. A Toronto, où il n'y a pas de partis politiques, des alliances ou coalitions se forment sur un certain sujet. La façon de voter change continuellement. "Les gens sont libres de voter pour ce qu'ils veulent."

Les partis municipaux ne sont pas nécessaires selon Auf der Maur, car une ville est une entité politique assez petite pour avoir une relation directe entre le citoyen et ses représentants. Les conseillers municipaux n'ont pas à débattre des grandes questions théoriques. Sur un budget de \$500 millions, \$40 millions seulement peuvent être discutés sur la façon de le dépenser. Le reste va aux services essentiels. La juridiction d'une ville est limitée et est restreinte à donner des services comme la collecte des déchets et à réglementer le zonage des propriétés.

Les chefs des divers départements sont les vrais dirigeants de Montréal. Ils amènent leurs

suite à la page 6



Nick Auf der Maur, conseiller municipal, était traité de communiste il n'y a pas si longtemps. Depuis, il s'est considérablement assagi.

Les domestiques s'organisent

par Marie Poirier

Les travailleurs domestiques regroupés dans l'association Au bas de l'échelle feront pression sur le gouvernement pour inclure les domestiques dans la Loi du salaire minimum, selon deux membres de l'organisation Koror Amarteifio et Andriana Volpato, invitées par l'Union des femmes de McGill (Women's Union) dans le cadre de leurs conférences-midi.

L'association au bas de l'échelle, connue aussi sous son nom anglais *Rank and File* a trois sous-comités: les travailleurs de bureau, les employés gagnant le salaire minimum et les travailleurs domestiques. Les travailleurs domestiques sont en majorité des immigrants des Antilles, de l'Améri-

que Latine et de pays d'Europe comme le Portugal et l'Espagne.

Le fait de s'adresser à des immigrants temporaires venus au Canada avec un permis de travail renouvelable à tous les six mois rend la tâche plus ardue pour les organisateurs de l'association. Ces employés souvent exploités n'osent pas se plaindre parce que s'ils perdent leur emploi, leur permis de travail est révoqué et sont menacés de déportation. De plus, ces travailleurs connaissent peu les lois canadiennes et les salaires qu'ils gagnent, peu élevés pour la norme canadienne, sont meilleurs que ceux de leur pays natal.

Les travailleurs domestiques ne sont pas inclus dans la Loi du

salaire minimum. Cette loi donne non seulement le salaire minimum mais aussi le régime des rentes et l'assurance-chômage. De plus, les travailleurs domestiques ne sont pas inclus dans la Commission des accidents de travail. Le Centre de main-d'œuvre dit que le salaire minimum pour les travailleurs domestiques est de 75 dollars par semaine avec logement et de 96 dollars si la personne vit à l'extérieur de son lieu de travail. Mais ces taux n'ont aucune base légale et n'existe aucun mécanisme pour les faire respecter.

Le but de l'association Au bas de l'échelle est de vaincre l'isolement de ces travailleurs car ils sont souvent le seul employé de la maison et ne rencontrent pas de gens dans la même situation qu'eux. Ils vivent souvent dans la crainte de perdre leur emploi et ainsi d'être déportés. Des droits élémentaires comme une chambre convenable et une nourriture saine sont souvent vus comme un cadeau des patrons et les travailleurs acceptent donc des conditions déplorables comme un privilège.

Après avoir provoqué une prise de conscience dans les mentalités, le groupe met de l'avant des demandes plus globales comme l'obtention du salaire minimum et un contrat-type pour les domestiques. "La Loi du salaire minimum ne règle pas tous les problèmes mais pour ces travailleurs, il s'agit d'un pas en avant" ont-elles dit. Le contrat-type est en train d'être rédigé et sera proposé à tous les employeurs. Il garantira les salaires, la tâche

(garde des enfants et/ou ménage) des vacances payées et un congé de maladie. Si un conflit existe, l'Association sera le médiateur entre les deux parties.

L'Association des travailleurs domestiques a aussi d'autres projets comme une période de formation des travailleurs domestiques. Les immigrants arrivent au Canada et ne sont pas familiers avec le fonctionnement de nos maisons et il s'agit souvent d'un prétexte pour les sous-payer. A part une formation pratique, le cours donnerait un sentiment d'appartenance à la société et permettrait aux travailleurs de prendre conscience de leurs droits. Le groupe tente aussi de mettre sur pied un service de placement des travailleurs domestiques, organisés par ces travailleurs eux-mêmes, qui pourrait fonctionner dans un an.

Le recrutement est un succès, relativement parlant. L'association des travailleurs domestiques a 250 membres et le nombre augmente. Le groupe veut donner les mêmes services qu'un syndicat mais ne prend pas le nom de syndicat car les immigrants sont surveillés de près par les autorités quand ils adhèrent à un syndicat.

L'Association recherche des appuis à l'extérieur pour assurer le succès de sa campagne. Les syndicats, les groupes de femmes et les associations d'immigrants peuvent faire pression sur le gouvernement pour changer les lois actuelles. Les travailleurs domestiques sont souvent des immigrants temporaires et vus comme marginaux sans pouvoir.

Education:

Ingérences fédérales?

Ottawa-CUP L'éternelle recherche d'une unité nationale semble la raison rêvée pour justifier l'intervention du gouvernement fédéral dans l'éducation, surtout au Québec.

Un projet de loi privé d'un député libéral propose la création d'un bureau fédéral de l'éducation des langues secondes. Le projet a reçu l'appui du caucus libéral et du Secrétariat d'état le 31 octobre dernier. Le secrétariat d'état est le principal bureau impliqué dans les affaires éducatives, reconnu comme un pouvoir des provinces par la Constitution.

Des députés libéraux ont dit au sujet de ce projet de loi que

"l'éducation est une priorité nationale" et que la remise de l'éducation aux provinces a été une "grave erreur". La qualité de l'éducation des langues secondes a grandement souffert car les provinces se sont montrées incapables de promouvoir le bilinguisme au Canada, ont dit ces députés à la Chambre des Communes.

D'autres interlocuteurs libéraux ont ignoré les craintes de l'Opposition que le projet d'un bureau de l'éducation, avec le but de "faire de la recherche et donner des informations pour améliorer l'éducation des jeunes Canadiens" pourrait empiéter sur la juridiction provinciale. Ils proposent à la place

que le bureau s'intéresse au chômage étudiant et "l'impact de l'éducation sur le marché du travail".

Un député de l'Opposition a émis que le problème majeur de l'éducation est que les provinces ne reçoivent pas assez d'argent pour l'éducation. "Elles sont aussi compétentes que le gouvernement central mais le fédéral doit leur redonner les pouvoirs de taxation qu'elles avaient dans les années quarante." L'augmentation du pouvoir de taxation aux provinces améliorerait certainement plus la qualité de l'éducation que n'importe quel bureau des affaires éducatives, a-t-il terminé.

La filière canadienne s'étend de

par Eugene Plawluk
pour Canadian University Press

Le gouvernement canadien a crié son indignation au sujet du régime d'apartheid en Afrique du Sud et a appuyé un embargo international contre le commerce avec l'Afrique du Sud. Pourtant, le Canada continue à investir en Afrique du Sud. Le gouvernement a reculé et dans certains cas a appuyé les investissements des compagnies canadiennes en Afrique du Sud et les investissements sud-africains au Canada.

Cette attitude est compréhensible car le gouvernement canadien et ses corporations de la Couronne représentent les intérêts des grandes compagnies canadiennes. La collusion entre les membres du gouvernement et les représentants des grandes compagnies se reflète dans les politiques du ministère des affaires extérieures dans le sens de "ce qui est bon pour les affaires est bon pour le gouvernement!"

Ce rôle hypocrite permet au gouvernement d'appuyer la Corporation canadienne de développement (corporation fédérale) qui investit en Afrique du Sud et subventionne des compagnies pour investir au Brésil et au Chili, Brascan et Noranda respectivement.

Les banques canadiennes ont été parmi les premières à investir dans les pays dictatoriaux où les profits sont élevés et la main-d'œuvre est à bon marché. L'Afrique du Sud a reçu une bonne partie des investissements étrangers à cause de ces facteurs.

Les banques et les compagnies canadiennes ont sauté sur l'occasion d'investir dans l'économie sud-africaine pour faire des profits élevés aux dépens des travailleurs noirs. Mais ne vous plaignez pas à ces compagnies à ce sujet car elles vous répondront comme Alfred Povis: "Nous ne sommes pas intéressés à la situation politique, nous sommes intéressés à l'économie et à investir avec profit."

Povis est le président de Noranda Mines qui est le "cadeau" du Canada au Chili. Noranda est le symbole de la compagnie qui ignore la situation politique et surtout la valeur morale des régimes où elle investit. Noranda a plusieurs filiales, certaines travaillant conjointement avec d'autres compagnies ou déguisées en compagnies bidons, autant en Afrique du Sud qu'au Chili.

Ci-joint à l'article est une liste des compagnies canadiennes et de leurs filiales en Afrique du Sud. Quelques banques canadiennes ne sont pas sur la liste. Elles sont la Banque Toronto-Dominion, la banque de Montréal, la banque Royale, et la plus notoire, la banque Canadienne Impériale de Commerce. En ce moment, il se fait de recherches sur ces banques et leurs inves-

tissements, mais leurs filiales sont très étendues et bien cachées dans le labyrinthe des compagnies et des cartels internationaux.

La banque Canadienne Impériale de Commerce a des liens avec la compagnie minière sud-africaine Anglo-Américaine autant au Canada que dans le reste du monde. Aussi, la Banque joue un rôle important dans le financement du groupe Rothmans en Afrique du Sud. La Compagnie d'investissements canadienne (Canadian Investment Corporation), "the investors group", échange des membres de son conseil d'administration avec celui du groupe Anglo-Américain et sert d'agent pour les investissements sud-africains au Canada.

La Banque de Montréal travaille avec plusieurs groupes financiers internationaux pour investir dans l'industrie manufacturière sud-africaine. Une de ces filiales est Edesac, qui est dirigée par l'homme qui a bâti l'empire Rothmans d'Afrique du sud, Anton Rupert.

Ces investissements conjoints canadiens et sud-africains montrent que le pré-

tendu "marché libre" n'existe pas. A la place, il y a un marché mondial monopolisé par quelques banques et compagnies avec des conseils d'administration et des investissements reliés ensemble sur une échelle internationale.

La liste des investissements canadiens en Afrique du Sud et la filière sud-africaine au Canada montre que nous sommes rendus impérialistes. A cette époque impérialiste, quelques grandes compagnies déterminent la vie de millions de gens dans le monde et influencent les politiques des gouvernements nationalement et internationalement.

Les compagnies canadiennes en Afrique du Sud

La compagnie Alcan

Elle est propriétaire de Sillcon Smelters, Hulett's Aluminium et Acosa en Afrique du Sud. Elles sont des filiales d'Alcan et sont impliquées dans les mines de bauxite, la production, la fabrication et la vente d'aluminium, et la vente d'énergie hydro-électrique.

Les mines Brillund

Elles sont propriétaires de la compagnie Perseverance Mining and Development du Canada. Ses filiales sud-africaines sont: les minerais Etosha et les pétroles Etosha. Ces filiales sont actives dans le développement des ressources minières et pétrolières par le biais de concessions d'huile et de gaz et transforment ces ressources en Afrique du Sud-Ouest (Nambe).

La corporation canadienne de développement

Elle possède la compagnie Conlab du Canada et Dumex d'Afrique du Sud. Conlab est impliquée dans l'industrie pharmaceutique et ses produits sont distribués partout dans le monde par ses filiales.

Canada Wire and Cable

Cette filiale des Mines Noranda produit de l'acier et des fils pour le Canada et le reste du monde. Elle possède la compagnie Transwire Cable d'Afrique du Sud.

Canadien Pacifique

Est propriétaire des Investissements Canadien Pacifique et Cominco du Canada. Ces compagnies sont présentes dans plusieurs pays et dominent de plus les chemins de

fer, les lignes de navigation et le transport aérien au Canada. CP est célèbre pour son réseau de communications, en propriété conjointe avec Canadian National. Elle est aussi active dans le développement des ressources naturelles, l'immeuble, les hôtels, l'industrie manufacturière, minière, forestière et chimique. Les filiales de CP et de Cominco en Afrique du Sud sont: Ekland Exploration et Kobbos Copper. Les investissements du Canadien Pacifique possèdent Algoma Steel et des lignes de chemin de fer en Afrique du Sud-Ouest. Cominco a une filiale nommée Pinca qui contrôle 40 millions d'acres de concession de pétrole en Indonésie, Afrique du Sud-Ouest, et aussi au Canada, aux Etats-Unis et en Europe.

Consolidated Bathurst

La compagnie Consolidated Bathurst est une grande compagnie de papier produisant du papier à des fins domestiques et commerciales. Elle exploite une filiale en Afrique du Sud, Consolidated Paper, qui produit du papier pour usage commercial.

Les mines de nickel Falconbridge

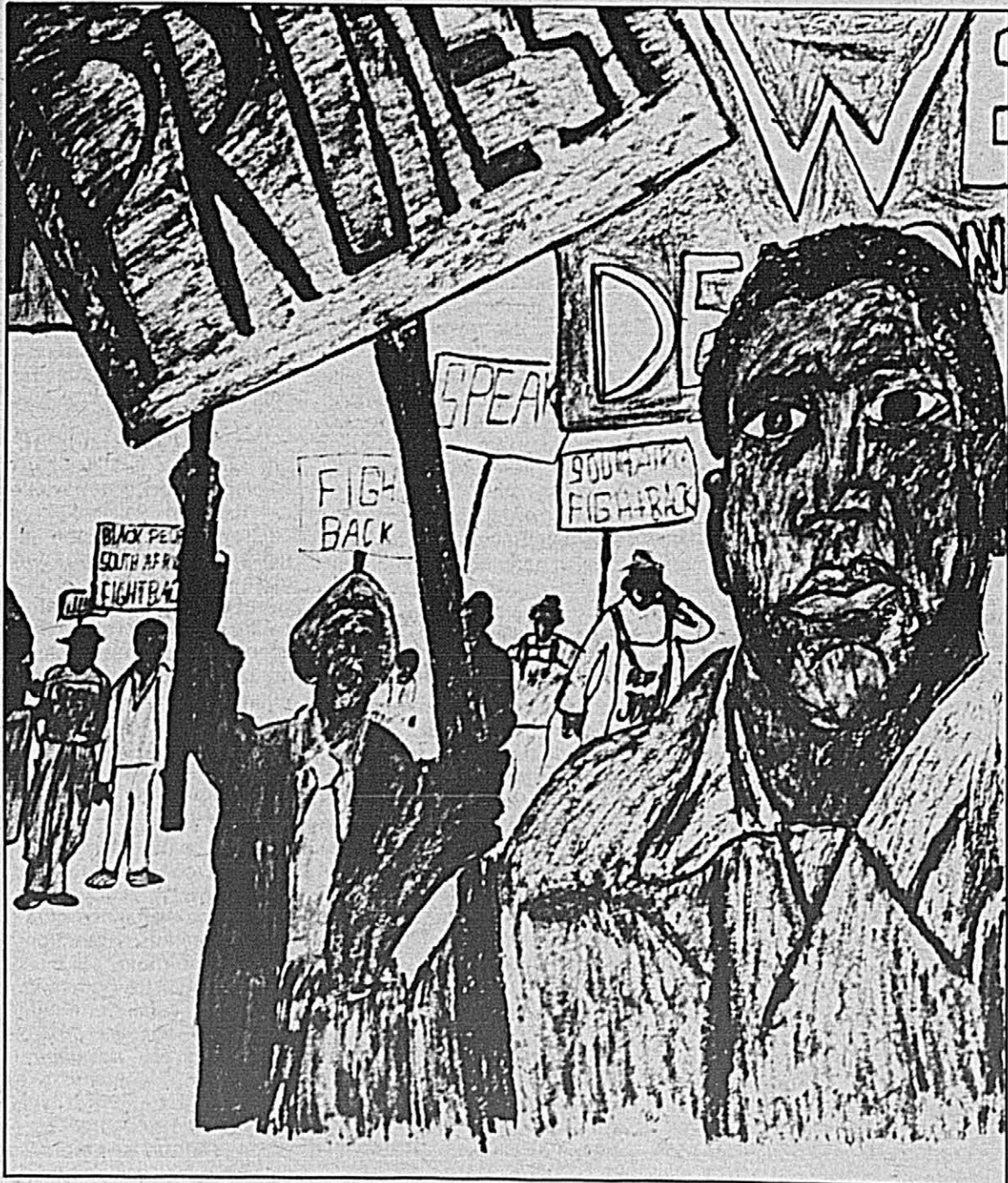
Falconbridge est une des plus grandes compagnies minières au Canada et une des dix grandes compagnies minières multinationales. La compagnie a été critiquée dans le passé pour ses mines à ciel ouvert qui détruisaient des bonnes terres agricoles. Elles ont aussi été critiquées pour ses investissements au Brésil et d'autres pays du Tiers-monde sous dictature militaire et a détruit des communautés entières pour permettre l'extraction du minerai. Falconbridge a d'immenses mines en Afrique du Sud-Ouest. Selon son rapport annuel de 1970, la filiale de Falconbridge, les mines Oamites a une réserve totale de minerai de 4.7 millions de tonnes et un investissement total de \$6.8 millions.

Voici les filiales sud-africaines de Falconbridge: Falconbridge Explorations (Zaire), Blanket Mine (Rhodésie), Giant Consolidated Gold Mines (Rhodésie), Falconbridge Exploration (Afrique du Sud), Buffelschoek Mining and Exploration (Afrique du Sud), Western Platinum (Afrique du Sud), Oamites Mining (Afrique du Sud-Ouest) et Falconbridge de l'Afrique du Sud-Ouest.

La Compagnie de la Baie d'Hudson

La Compagnie de la Baie d'Hudson a été célèbre dans le passé pour son traitement des autochtones au Canada. Depuis l'extermination de tribus jusqu'à la saisie de terres, la compagnie a créé un monopole dans le nord canadien. Non satisfaite du contrôle du marché canadien, elle s'est étendue en Afrique du Sud où elle a deux filiales.

La Compagnie de la Baie



Le plus en plus en Afrique du Sud

d'Hudson a le monopole de l'industrie de la fourrure en Namibie. Elle élève et transforme la fourrure de karkula qu'elle envoie ensuite en Grande-Bretagne pour en faire des manteaux en vente partout dans le monde. La marque de commerce, les fourrures Shakura sont vendues au Canada par la Baie d'Hudson et d'autres marchands de fourrures. Ces manteaux sont le fruit du travail de noirs sud-africains qui gagnent de trente à quarante dollars par mois et sont vendus au Canada entre \$2,800 et \$4,800 par manteau.

International Nickel Company du Canada (INCO)

INCO est une des grandes compagnies canadiennes multinationales. Ses opérations sont mondiales et possède une compagnie en Afrique du Sud appelée International Nickel.

International Harvester du Canada

Elle possède et opère une filiale en Rhodésie sous le couvert d'une compagnie anglaise Seedon Diesel vehicles.

Le groupe Maclean-Hunter

La compagnie Maclean-Hunter est une des dix plus grandes compagnies dans le domaine des médias et publie des revues comme Maclean's, Chatelaine, Financial Post et l'Actualité en français. Elle publie aussi 46 publications d'affaires en anglais et dix en français. Elle a des postes de radio et de télévision et une maison d'édition, MacMillan. Elle a des membres aux conseils d'administration de différentes banques impliquées en Afrique du Sud. Maclean-Hunter possède en Afrique du Sud une filiale qui publie différentes revues d'affaires et d'intérêt général, semblables à celles du Canada.

Massey Ferguson

Elle possède six compagnies en Afrique du Sud qui sont impliquées surtout dans la production d'équipement de ferme, d'industrie et de construction. Les produits fabriqués en Afrique du Sud comme les tracteurs et les camions sont ensuite exportés dans d'autres pays africains qui dépendent de l'Afrique du Sud pour leur économie.

Les mines Noranda

Elle a des opérations minières indirectes en Afrique du Sud qu'elle partage avec INCO. Noranda et INCO contrôlent le marché de l'argent, du cuivre et du nickel dans le tiers-monde et manufacturent de l'acier. Le minerai brut est transformé en Afrique du Sud et vendu ensuite en Amérique du Nord et en Europe.

La compagnie Seagram

Cette compagnie est une grande distillerie au Canada et a étendu son marché mondialement. Récemment, Seagram a pris des positions anti-syndicales au Canada et des travailleurs en lock-out fait une campagne

de boycottage des produits Seagram pour huit mois. Seagram possède Highland Bonding Company, en Afrique du Sud, un distillateur et importateur d'alcool.

Les conseils d'administration

Les conseils d'administration dévoilent les relations entre les compagnies car les membres d'une compagnie se retrouvent dans une autre et influencent les décisions. Voici un membre du conseil d'administration de

la compagnie Seagram, M. I.D. Sinclair: Il est directeur du conseil d'administration de la Banque de Montréal, directeur de Seagram, vice-président et directeur de Cominco, vice-président de la Banque Royale, directeur de la compagnie de navigation Canadien Pacifique, directeur de MacMillan Blodel et conseiller à la banque américaine Chase Manhattan...

La plupart de ces compagnies ont des filiales en Afrique du

Sud. Un petit groupe de gens d'affaires très puissants contrôle ces compagnies, par des intérêts communs. Ce n'est pas étonnant que la politique étrangère du Canada reflète un appui aux régimes autoritaires: les gens qui prennent les décisions au gouvernement connaissent les gens d'affaires car ils appartiennent aux mêmes clubs privés et font partie des mêmes conseils d'administration.

La recherche pour cet article est basée sur celles faites par le *Edmonton Free South Africa Committee*, un groupe de professeurs, d'universitaires, d'étudiants et de citoyens impliqués dans cette action. Il a publié une recherche sur les investissements en Afrique du Sud intitulé *Millions against millions et Canadian Complicity in Southern Africa: An inventory of corporate connections*.

Aperçu de l'économie Sud-Africaine: Mines et de puissantes industries

L'Afrique du Sud s'est transformée d'une économie agricole et de ressources naturelles en une des économies industrielles les plus avancées d'Afrique. Elle dépasse le reste de l'Afrique, produisant 22% du Produit national brut du continent et 40% de son industrie manufacturière tandis que le pays consomme 53% de l'énergie en Afrique. Cependant, cette économie se base sur un système autarcique de ségrégation raciale qui nie à l'immense majorité des travailleurs des droits politiques.

Même s'il s'agit d'un pays capitaliste, l'Afrique du Sud se distingue cependant des autres pays occidentaux. D'abord, la majorité des travailleurs est privée de droits politiques parce qu'elle est noire et sujette à une série de contrôles comme l'obligation de porter un passeport interne, les lois anticomunistes interdisant les réunions politiques, les syndicats... qui préviennent cette classe de s'urbaniser, de se stabiliser et d'avoir des organisations syndicales et politiques que les travailleurs de l'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord prennent pour acquises.

Ensuite, les mines d'or jouent un rôle central en Afrique du Sud. Troisièmement, l'Etat non seulement intervient dans l'économie, mais est aussi propriétaire de plusieurs secteurs de l'industrie sud-africaine. Puis finalement, le contrôle capitaliste de l'Etat est sous l'hégémonie de la minorité blanche Afrikaans exercée par le parti Nationaliste, au pouvoir depuis 1948.

L'usage d'une main-d'œuvre en état de migration permanent, c'est-à-dire des Noirs privés de droits politiques, permet à l'Afrique du Sud de produire des produits à bas prix et de les vendre à des prix compétitifs en Afrique du Sud et dans le reste du monde. La main-d'œuvre à bon marché et une industrie minière et manufacturière grandissante a attiré les investissements des compagnies européennes, américaines et canadiennes. Cet usage d'une main-d'œuvre noire à bon marché a

permis à quelques grandes compagnies sud-africaines d'amasser des profits considérables et de les utiliser pour étendre leur domination en l'Afrique australe (Zaïre, Rhodésie, Zambie, Mozambique...) et d'investir considérablement en Europe et en Amérique du Nord.

Les ressources naturelles

L'industrie prépondérante qui a permis à la minorité blanche de se maintenir en Afrique du Sud est l'industrie minière. L'Afrique du Sud renferme des ressources naturelles en plus grande qualité qu'ailleurs: diamants, or, chromite, crocillite, amiante, phosphates. Plusieurs de ces minerais comme le chromite qui sert dans la fabrication d'acier inoxydable sont en demande aux Etats-Unis, au Canada et en Europe.

Les mines d'or sont de loin les plus importantes: en 1975 cette ressource a rapporté près de six milliards de dollars et emploie 37,000 travailleurs blancs et 359,000 travailleurs noirs.

Cette industrie a été monopolisée par deux groupes sud-africains majeurs: dont le groupe Anglo-américain, dirigé par Harry Oppenheimer et une des multinationales sud-africaines les plus prospères. A part de sa domination des mines d'or, *Anglo-American corporation* a le monopole de la production de diamants, contrôle 22% de la production d'uranium, 44% du charbon, et 47% de la production zambienne du cuivre. La compagnie Anglo-américaine a investi des millions de dollars dans le développement industriel en Namibie, Swaziland, Rhodésie, Angola, Mozambique, Tanzanie et au Congo.

Pas assez satisfaite de contrôler le développement industriel en Afrique australe, la compagnie Anglo-américaine a des intérêts dans des mines en Australie, Grande-Bretagne, Etats-Unis et Canada.

L'industrie manufacturière

Entre 1960 et 1970, l'Afrique du Sud a connu un taux de croissance réel de 7%. Les capitaux étrangers ont pénétré



dans le pays, augmentant la dette internationale sud-africaine et doublant ses investissements directs de capitaux étrangers. La proportion d'investissements étrangers est passée de 60 à 68% entre ces dix années. La part de l'Europe de l'Ouest a passé de 14 à 24%. Ces investissements étrangers servent surtout à financer l'industrie manufacturière.

Entre 1965 et 1971, la part du Canada et des Etats-Unis dans l'industrie manufacturière sud-africaine a passé de 48 à 112% des investissements totaux. Les Etats-Unis ont spécialement été un investisseur majeur dans l'extraction de richesses naturelles rares. Cette tendance a créé une classe dominante blanche très prospère tandis que les vrais salaires des Noirs ont baissé de 18% pendant la

même période de temps.

Les investissements étrangers ont fourni le capital et la technologie qui a permis à l'Afrique du Sud de développer des nouveaux secteurs de son économie. Il y a une différence entre les investissements occidentaux en Afrique du Sud et ceux du reste de l'Afrique, où le colonialisme "classique" subsiste, c'est-à-dire l'extraction des ressources naturelles et leur transformation en-dehors de l'Afrique. L'économie hautement industrialisée de l'Afrique du Sud et ses richesses minières ont causé une concentration du capital occidental. Le résultat est que ce pays ressemble plus aux pays capitalistes avancés qu'à une ex-colonie.

Cependant, à cause de l'exploitation des travailleurs noirs, suite à la page 6

D'une mare... ... à l'autre

Au moins, ils forment des syndicats

Louis Desmarais, un porte-parole de l'unité nationale canadienne, a déclaré que la presse anglophone au Canada et au Québec se sert des préjugés de ses lecteurs afin de perpétuer le manque de compréhension entre francophones et anglophones.

"Les media anglophones sont responsables, en grande partie, du climat de panique qui a suivi l'adoption de la Charte de la Langue Française au Québec," a ajouté Desmarais.

Il a expliqué qu'en se servant de déclarations hors contexte, les media anglophones donnent l'impression que les anglophones québécois vont subir "le même sort que les Juifs polonais."

Il a ensuite déploré le manque de dialogue entre les deux communautés linguistiques au Canada. "La panique du Canada anglais à cause de l'élection du Parti Québécois empêche un dialogue clair, honnête et ouvert sur les problèmes qui divisent le pays". En ces mots, Desmarais a conclu son discours espérant qu'un jour "les canadiens discuteraient sans l'intermédiaire des journaux et de la télévision."

Quoi de neuf?

James Richardson, ancien ministre de la défense au cabinet Trudeau, a déclaré que toute la politique fédérale en matière de bilinguisme devait cesser hors du Québec.

Richardson, présentement député libéral fédéral, a ajouté que le bilinguisme devrait être remplacé par "un Québec bilingue dans un Canada soudé par une langue commune."

L'ancien ministre croit que "lorsque le *One Canada concept* aura été compris par tous, Le Canada sera plus uni que jamais." Richardson se demande "comment la réalité canadienne peut être si mal comprise par Trudeau." En octobre '76, Richardson a abandonné son portefeuille à cause de ses moult désaccords avec la caucus libéral en matière de bilinguisme.

T'en fais pas, le Star t'aime ben!

Gérald Godin a déclaré qu'il "n'était plus un intellectuel." Godin, qui a défait Bourassa dans Mercier le 15 novembre dernier, a ajouté que les rôles de politicien et d'intellectuel étaient incompatibles.

Godin a ajouté que les projets péquistes tels que les médicaments gratuits aux vieillards démontraient que ses idées de gauche n'étaient pas négligées par le gouvernement Lévesque.

Godin a ensuite avoué qu'il n'avait jamais été un "vrai intellectuel". "Un véritable intellectuel n'a pas de soucis financiers." Ses expériences à *Parti-Pris* et *Québec-Presse* l'avaient accaparé dans la jungle financière, donc lui enlevant son intellectualisme.

Godin a conclu que "le gouvernement, c'est pas pour les intellectuels". Il a ensuite ajouté que *Parti-Pris* avait été un succès tandis que *Québec-Presse* avait été un échec. Il n'a pas commenté les mérites de sa présente chronique au *Montreal Star*.

La Révolution Tranquille en Ontario

Les enseignants francophones ontariens ont recommandé à leur ministère de l'éducation qu'un *Community Collège* francophone soit construit en Ontario.

Cette décision, a été faite à Toronto lors d'une réunion du conseil des franco-ontariens. Le collège en question devrait être géré par des gouverneurs et régents francophones, d'après les enseignants.

La réunion demandé que le gouvernement de l'Ontario reconnaisse les droits des francophones de cette province par la loi et particulièrement en matière des arts appliqués et en technologie.

Realpolitik

Parmi d'autres banalités mentionnées par la *Planning Commission* de McGill afin d'assurer la survie de notre prestigieuse *Royal Institution for the Advancement of Learning* on trouve que le corps enseignant de l'université "devrait être encouragé d'améliorer sa connaissance du français".

Ceci est la pierre d'achoppement de d'autres recommandations faites par la commission afin de mieux servir les intérêts de la communauté québécoise.

Daniel Boyer

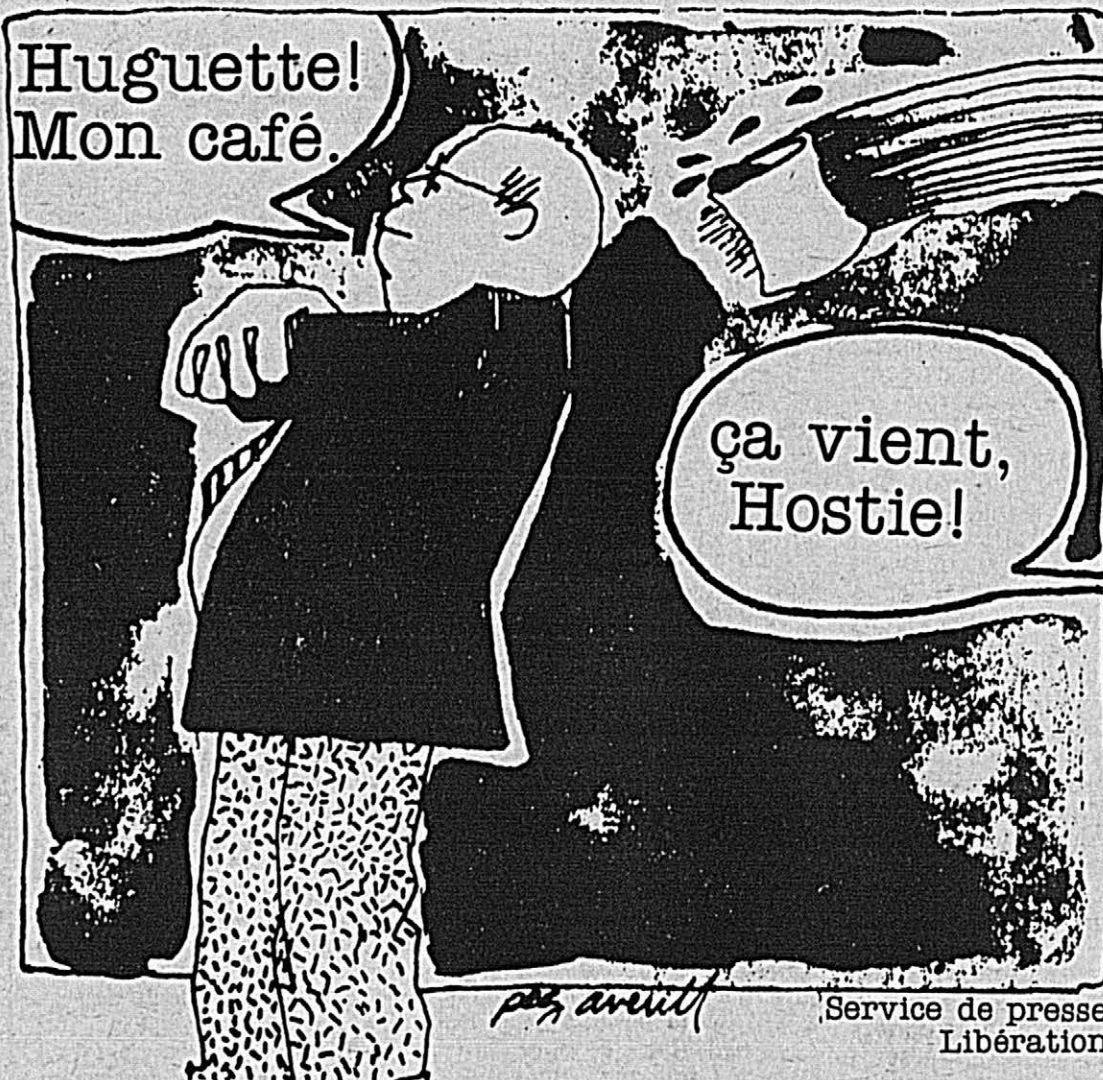
Auf der Maur...

suite de la page 3

propositions au Conseil municipal qui se contente de les approuver. "Cette structure corporative est efficace et n'a rien à voir avec la politique." Le système d'élection des con-

seillers municipaux devrait être changé et Auf der Maur "aimerait voir les gens élus par leurs voisins et responsables de ces voisins." Avec la structure actuelle, il n'y a aucune possibilité d'avoir des audiences publiques. Pour lui, la Communauté urbaine de Montréal est trop rigide et croit qu'un

Huguette!
Mon café.



gouvernement de quartier serait mieux.

Parlant de son statut présent, Auf der Maur se sent "plus près de la réalité" depuis qu'il siège comme conseiller indépendant que lorsqu'il faisait partie du RCM. "Je passe plus de temps avec les citoyens que dans les réunions du parti," a-t-il conclu.

Afrique du Sud...

suite de la page 5

le niveau de productivité en Afrique du Sud est un des plus bas du monde. Les travailleurs noirs ont moins de qualifications pour ne pas concurrencer les travailleurs blancs, des salaires moins élevés que les Blancs et sont sujets à un système permanent de migration.

Ces bas taux de productivité et une augmentation des investissements étrangers fait que l'Afrique du Sud cherche à éponger son déficit international en exportant des produits et du capital. Cette exportation dépend d'une productivité accrue pour que ses produits soient compétitifs sur les marchés internationaux.

Au lieu d'augmenter les salaires des travailleurs noirs et de diminuer leur oppression, l'Afrique du Sud a décidé d'inviter en plus grand nombre les compagnies étrangères pour moderniser la technologie tandis que le système de division du travail reste de l'esclavage. Un de ces groupes d'investisseurs étrangers a été formé en 1970 par le magnat du tabac, Anton Rupert. Il fonda une banque multinationale d'investissements, la compagnie *Economic*

development for equatorial southern Africa (Edesa).

Son but est de ramasser de l'argent pour que l'Afrique du Sud investisse dans d'autres pays africains. Son président est Karl Schiller, ancien ministre ouest-allemand des affaires économiques et a comme actionnaires des compagnies célèbres telles que le groupe Anglo-américain et Rothmans d'Afrique du Sud, la Banque de Montréal (Canada), la banque Barclay (Grande-Bretagne) Ford, General Motors et IBM des Etats-Unis ainsi que des banquiers allemands, japonais et hollandais.

L'Afrique du Sud est un rapace qui attire les investissements des multinationales tandis que l'immense majorité de la population est privée de droits politiques et vit dans la pauvreté.

Ateliers....

suite de la page 1

selon ses moyens, ce qui a incité un responsable des ateliers à comparer la situation actuelle à quelqu'un qui se verrait dans l'obligation d'endurer un costume trop petit pour lui.

Après avoir déclaré que les participants pouvaient, dans cette cause, "compter sur lui" et fait remarquer qu'il n'était pas sûr de gagner mais qu'il allait se battre, Gérald Godin a réclamé d'une façon à peine voilée un peu de plus de prudence aux représentants de l'organisme populaire: "L'an prochain, tenez compte des possibilités d'augmentation". Cette remarque aura sans doute fait réagir

l'assistance. C'est ainsi que par la suite, et fort explicitement, des intervenants, après avoir fait remarquer combien était apprécié l'appui du député, ont insisté sur le fait que leurs demandes étaient beaucoup plus que monétaires. Bien plus que pour une simple subvention, c'est pour la reconnaissance d'un droit à l'éducation et à la culture populaires que l'on se bat aux ateliers de Mercier.

Le comité d'administration des ateliers est tout à fait démocratique: chacun des ateliers élit un représentant parmi les participants et organise des assemblées où tous les participants sont conviés. C'est donc dire que les décisions qui affectent le fonctionnement de l'organisme sont prises par les premières personnes concernées, soit les représentants/participants élus. Les Ateliers Populaires de Mercier se veulent un organisme qui réponde aux besoins des gens du quartier et qui soit géré par ceux-ci. Cela n'est pas sans créer de tension avec, notamment, la CECM qui, dans la mesure où elle subventionne cet organisme à même les deniers publics, n'estime pouvoir assumer ses responsabilités aux yeux de la population que dans la mesure où elle jouirait de pouvoirs décisionnels de gérance. Les membres des Ateliers revendiquent par ailleurs la possibilité pour les participants de gérer eux-mêmes leurs affaires et dénoncent l'escroquerie, selon eux, de la CECM qui consiste à faire croire aux gens qu'ils n'ont aucun droit de regard sur les taxes qu'ils paient.

Gilles Pelletier parle de la situation théâtrale

par Louis Grégoire
et Paul Tremblay

Gilles Pelletier, homme de théâtre québécois, était l'invité du département de français hier matin. Après avoir rapidement brossé l'histoire théâtrale du Québec, il a entretenu son auditoire au sujet des origines peu communes de la Nouvelle Compagnie Théâtrale (NCT). Pelletier, directeur de la NCT, a grandement été aidé par des subventions presque tombées du ciel, qui ont permis à lui et à ses collègues de continuer leur travail auprès des étudiants. Des subventions plus récentes leur ont permis d'être une compagnie établie et ouverte aux nouveaux venus.

Un bref exposé a été dressé sur les trois auteurs dramatiques les plus importants qui ont institué la langue québécoise sur la scène: Gélinas, Dubé et Tremblay. Discutant avec une verve élocuente, il a conté sa carrière de comédien qui doit se plier à toutes les tendances théâtrales existantes afin d'assumer les divers rôles qu'il a joué durant ses trente-deux ans de carrière. Du classique au joual, il a évolué sous les différentes tendances et il affirme aujourd'hui que le théâtre québécois tend de plus en plus à se diviser et à se morceler.

Pelletier considère que le contexte socio-politique est capital au sein de la culture. Il prévoit l'accession d'un français international et seule la dissolution de l'insécurité collective des Québécois permettra un langage ouvert. Le joual n'a été et n'est encore que le resserrement et le repli sur soi-même. L'enrichissement du vocabulaire ne se fera que par l'acceptation des différentes formes de langages francophones à travers l'Amérique, pour résulter ainsi dans une langue "française" commune. Ceci peut demander du temps, étant donné l'isolement des différents groupes.

Le public qui va au théâtre à Montréal se chiffre à 15,000. Ce n'est pas la popularité du temps de la Grèce antique mais ces gens se rassemblent tout de même pour voir les pièces du pays, qui continuent à se baser sur le modèle des anciens mais qui en modifie le contenu.

Contrairement aux pièces d'avant 1940, il se dégage des pièces contemporaines un contenu presque essentiellement québécois. Cette préocupa-

tion de parler de réalités québécoises a débuté avec *li-coq* de Gélinas puis, Dubé et Tremblay ont suivi. Pelletier croit que le théâtre ne peut plus attirer les foules au Québec, mais il est tout de même intimement lié à l'évolution de la société.

Les artistes désirent un climat propre à l'épanouissement du théâtre en particulier

et de l'art en général. L'art et la politique sont étroitement liés, le dernier dictant ses conditions au premier, dans un monde où le politique et l'économique prédominent.

En conclusion, Pelletier dit que le théâtre québécois se porte relativement bien, mais l'avenir au point de vue linguistique et politique est plus incertain.

Le groupe Barde à l'Outremont

par Marie Trudeau

La fin de semaine dernière, le groupe **Barde** se produisait sur la scène du cinéma Outremont. Formé de deux Irlandais, deux Américains et deux Québécois, il tire son originalité dans la fusion de leurs musiques traditionnelles dont chacune a pour origine la musique celtique. De "reels" en gigue en ballades... elle envoûte l'auditeur qui retrouve là plus que son folklore mais un long chant pur, harmonisé et orchestré.

Le spectacle fut une réussite à tous les niveaux. Par l'utilisation heureuse d'un nombre considérable d'instruments divers dont les violons, flûtes,

guitares, mandoline, percussions et accordéon, le groupe a su agréablement nourrir un public avide de rythmes, de mélodies entraînant et même de complaintes. La suite des airs était entre-coupée de chansons et répondait à tous les goûts du public.

Celui-ci d'ailleurs a montré de l'enthousiasme en scandant le rythme et en dansant autour de la salle. Cette ambiance n'était pas seulement dû à ce folklore enrichi de la touche Barde mais aussi à l'humour, la galté et la simplicité des six musiciens qui composent ce groupe. L'effet visuel n'était pas à négliger. Chaque cellule musicale était isolée de l'autre



Le premier disque du groupe Barde est agréable à écouter mais leur spectacles sont encore plus entraînants et invitent à danser.

par des plantes vertes et des chaises d'osier, le tout sur une scène à plusieurs niveaux superposés. C'était un véritable appel aux festivités printanières.

Donc, c'était un spectacle à voir et surtout à vivre! Sentir cette musique vibrer dans nos veines, voir nos mains et nos

pièdes rythmer sa danse, jouer d'un montage visuel simple mais attrayant, voilà ce que Barde promet à son public. Si vous désirez vivre un événement semblable, venez au Douglas Hall les 2 et 3 décembre, Barde vous fera découvrir une nouvelle forme de musique celtique plus entraînante que jamais.

Surplus Armée-Marine

- manteaux et pantalons de la marine
 - vestes et chemises de combat
 - bottes isolées
 - sacs à dos et sacs de couchage
 - parkas doublés de duvet
- 752 ouest, rue Sherbrooke
vis-à-vis le campus

Stop at the Sweet Shoppes

- for your lunch or snack,
 - for your parties: cold cuts, gourmet & diet foods.
- All the sandwiches and pastries are home-made.

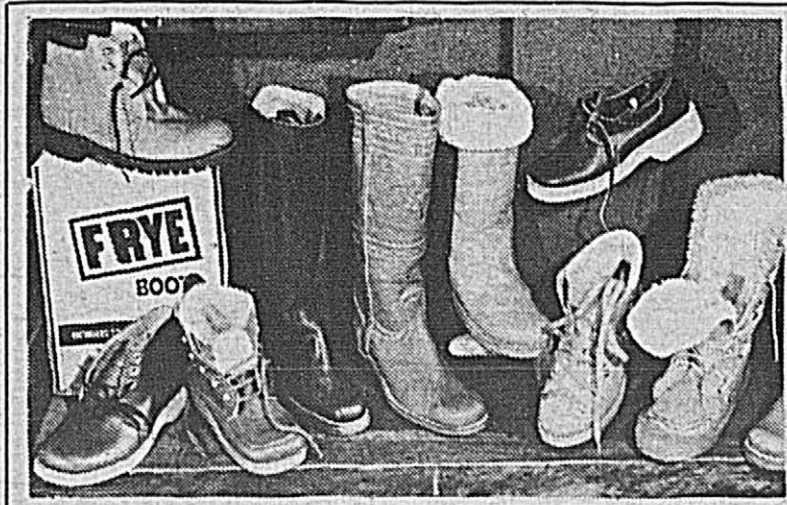
Two locations:
2053 Peel 288-1818 2020 University 284-0417

Your chance to meet a live representative of Russian Jewry

Mr. Shalom Kleinman

Chairman of the Jewish Community of Moscow

at Chabad House
Today, Nov. 22, 12:30 pm
3429 Peel St. 842-6616



TAKE WINTER BY STORM

KODIAK—TIMBERLAND—WINTER WILDERNESS—FRYE—U.S.A.F. BOMBER JACKETS

TUNDRA BOOTERY

1435 STANLEY ST.
843-4089

Complete lines of women's and men's good-looking, durable footwear, for all kinds of feet.



Réunion

Il y aura une réunion des rédacteurs du Daily aujourd'hui à 4 heures avant la réunion générale. Cette réunion est très importante et tous les rédacteurs doivent être présents.

petites annonces

These ads may be placed in the advertising office at the University Centre from 9 am to 5 pm. Ads received by noon appear the following day. Rates, 3 consecutive insertions: non-profit-making activities & individual students' announcements — \$3.00, maximum 20 words, 15 cents per extra word; all other — \$8.00, maximum 20 words, 30 cents per extra word [even if sponsored by non-profit-making organizations].

HOUSING

Sublet January—May. Furnished 3-1/2. Five minutes from McGill. \$195-month. Phone Peter Boag 392-5888 between 9 and 5.

Responsible family of 4 visiting from California wishes to rent accommodations for about 10 days over Christmas break. Call 845-6673.

Immediately willing to share 5-1/2 apartment. Aylmer corner Milton. 5 minutes from McGill. \$105 monthly, utilities incl. Call Jeff. 288-1829.

Sublet: Beautiful 4 and one-half on St. Famille. Large yard & heated. \$130 per month. Available 1st December. Call 845-2859 evenings.

4 and one-half to rent. Durocher at Milton. 284-8681 or 288-4997 evenings.

Roommate wanted: Female. Clean apartment on Durocher. Available Dec. 1 or Jan. 1. Please call Kristan at 288-9215.

PERSONAL

Problem? Feel you need to rap with a rabbi? Call Israel Hausman: 341-3580.

Electrolyse. Salon Mary Anne, enr. Unwanted hair removed permanently. Mary Anne Piette, Registered Nurse, Specialist. 1117 St. Catherine W. Suite 414. Tel: 842-0828.

TYPING

Your typing jobs done by expert. Economical rates. Tel: 761-3202 any time.

Typing. Lightning fast. Guaranteed accurate. 843-8662.

Typist with 7 years experience. I will type in my home. 332-0205.

FOR SALE

Guitars. Excellent condition. Aria hollow-body electric; Gibson steel-string acoustic; Echo 12-string. Prices negotiable. Must sell. Call Eddy 845-9639, 849-8950.

Household furniture and articles for sale. Includes: living room, office, bedroom and kitchen furniture; appliances; rugs; tools; curtains. Phone 935-1318.

[Ladies] black wool coat size 7, perfect condition. Value \$150 selling \$55. Also, wool "outlander" sweater, natural colour, fur collar. Bought for \$100 selling \$35. Evenings 288-2215.

Women's leather-suede fur coat and jacket, excellent condition. Also handbags, leather items, curios and some clothing. Call 483-1684.

Air ticket from Vancouver to Montreal, January 8, 1978. \$150. (Regular \$222). Phone 288-2988. Evenings.

Advent loudspeakers (walnut cabinet) \$150; Thorens turntable with Rabco tonearm \$250; Power amplifiers 60 watts per channel \$150; X-C skis, boots (10-1/2), poles, \$60. Call 849-9060.

Single bed almost new. Extra firm mattress. \$90 or best offer. Call David 392-8914 Sunday-Wednesday 5-10 pm.

JOBS

Biology Students earn extra cash helping the M.B.S.U. distribute questionnaires. Easy work and won't take much time. For more info call 392-5765 or come to Stewart W 2/4.

If you need money and are willing to work nights selling flowers in clubs and restaurants, call 932-5179. Work the nights you want and earn a salary or commission. Your decision. Call us today.

Person to care for five-month-old baby in Westmount home, from January to May, 1978. Monday and Wednesday afternoons, Tuesday and Thursday mornings. 931-4140.

MISCELLANEOUS

Auto Repairs, tune-ups, etc. at reasonable prices. Call Vic 481-5065.

Translations by professional. French-English or English-French. Polished or rough job depending on needs. Excellent literary French. 483-1684.

French speaking lady seeks conversation in her home. You practise French while I practise English. Call Mrs. Lebel 325-1568.

Occasional babysitting-light housework available on weekends-evenings. On campus. 843-4619 evenings-weekends.

WANTED

Typist with Stenorette Embassy Mark V transcribing machine. Call Robert 284-0181.

Cheap Thrills buys used rock, classical & jazz records in good condition. Also quality paperbacks, comics. No amount too big or small. Open from 11am. 1433 Bishop. 844-7604.

"A hole, my kingdom for a hole" — Harold Pinter.

SPEAKERS PROGRAMME

PSSA presents, at McGill,
former Postmaster General
**The Honourable
Bryce Mackasey**



to discuss
**The Future Role
of the
Anglophone in
the Province of
Quebec.**

with friends...views...questions
Stephen Leacock Building,
Room 26
Tuesday, November 22, at
7:30 pm.

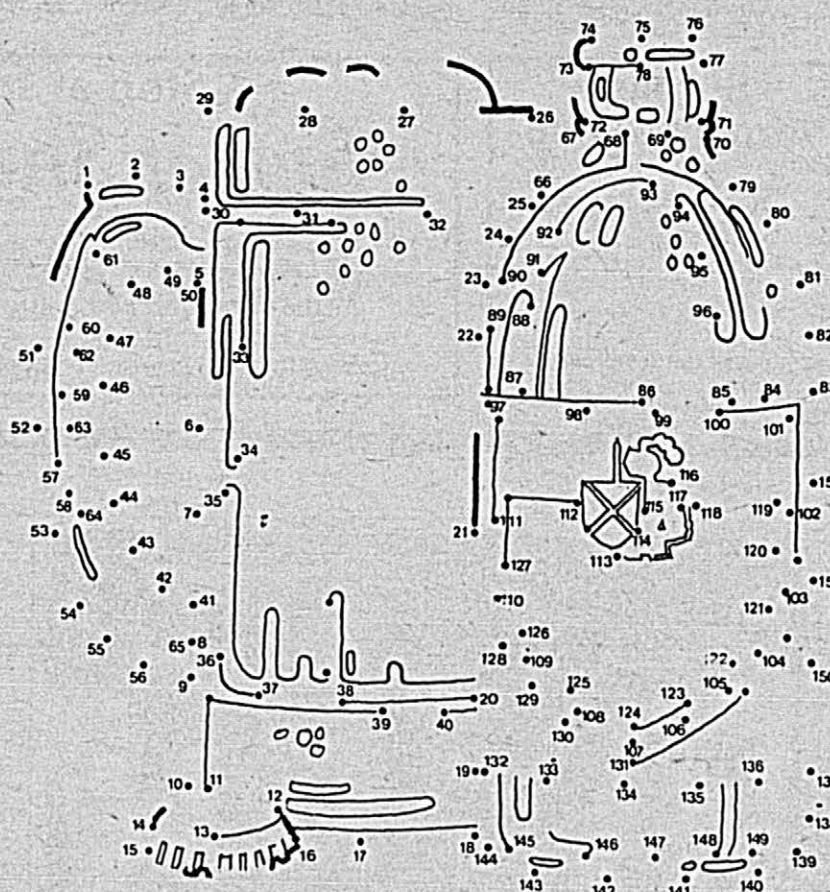
• Political Science Students' Association

Interested in pursuing an MBA degree?

We invite you to an information meeting
concerning the MBA program at the
University of Toronto.

Friday, November 25, 1977 — 2:00-5:00 pm
Room 151, Samuel Bronfman Building

O'Keefe Presents



Have an O'Keefe.



The easy drinking ale.

Let's be honest, schoolwork these days is a piece of cake. So here's something that offers Canada's future top minds a real challenge—connect the dots. It takes time, talent and an I.Q. that at least matches your age. But it's worth the effort. As all the budding engineers can see, these dots complete a very pretty picture...an O'Keefe.

Centre d'Etudes Canadiennes - Françaises CONFÉRENCE

Histoire Constitutionnelle
Canadienne 1945-1960

Jeu, le 24 novembre 1977
Salle 101, 3475 rue Peel,
16h.00-18h.00

Conférencier: Monsieur A.
de Mestral, Faculté de
Droit, Université McGill

Information: 392-5200